



# Petites villes *de demain*



## Le regard des français sur les petites villes



Une étude IPSOS  
*synthèse des résultats*





**Yves Le Breton,**  
**Directeur général de l'Agence**  
**nationale de la cohésion des**  
**territoires (ANCT)**

Lancé par Mme la Ministre le 1er octobre 2021 et piloté par l'Agence nationale de cohésion des territoires, le programme Petites villes de demain fête sa première année. Cet anniversaire est l'occasion pour l'Agence et ses partenaires, l'APVF et la Banque des territoires, de présenter les résultats du premier baromètre des perceptions portées sur les petites villes.

Nous avons souhaité connaître et croiser les regards des habitants des petites villes et de l'ensemble des français. Cette enquête a interrogé des français sur l'évolution de leur ville et des petites villes en général, sur les atouts et faiblesses perçus et vécus des petites villes et des leviers d'action publique qu'ils leur semblent opportun de mobiliser pour améliorer la qualité de vie de la population.

Les petites villes disposent de qualités indéniables (qualité des relations sociales, proximité à la nature, tranquillité), très appréciées des jeunes familles et des personnes de plus de 65 ans. Les faiblesses identifiées nous invitent à accroître nos actions en matière de services de proximité et d'amélioration de la mobilité afin notamment que ces territoires puissent répondre aux besoins des jeunes professionnels. L'image globalement positive et les perspectives ouvertes sont encourageantes !

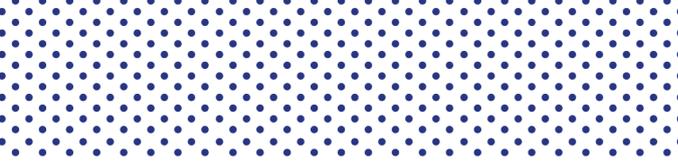


**Olivier Sichel**  
**Directeur général délégué de la**  
**Caisse des dépôts**  
**Directeur de la Banque des**  
**Territoires**

Ce premier baromètre des Petites villes de demain met en évidence les attentes auxquelles les élus peuvent répondre en mobilisant un programme comme PVD. La Banque des Territoires est fière d'être partenaire de cette initiative aux côtés de l'ANCT et de l'APVF.

Les petites villes jouissent d'un capital sympathie avéré qui n'occulte pas dans l'esprit des français les enjeux auxquels elles sont confrontées, notamment en matière de dynamisme commercial et économique ou de mobilités. Elles sont perçues comme des espaces d'équilibre, à mi-chemin entre l'urbain et le rural, où il est possible de concilier la réalisation d'un projet professionnel avec un cadre de vie ressourçant.

Ce potentiel d'équilibre les place comme les territoires les plus adaptés à un mode de vie éco-responsable auquel les français aspirent de plus en plus. C'est une opportunité à saisir : les petites villes ont tout à gagner à faire des transitions les leviers de leur attractivité future. C'est notre conviction



**Christophe Bouillon,**  
**Président de l'Association des**  
**petites villes de France (APVF)**  
**Maire de Barentin**

L'APVF, la Banque des Territoires et l'ANCT présentent le 1er Baromètre des petites villes réalisé par l'institut IPSOS. Ce baromètre qui s'inscrit dans la continuité du programme petites villes de demain doit nous permettre de mieux appréhender la vision que les français ont des petites villes centres mais aussi la vision que ces territoires ont d'eux mêmes. Ce baromètre confirme bien le retour en force des petites villes ainsi que l'engouement de nos concitoyens pour les collectivités à taille humaine. La crise sanitaire a changé la donne territoriale.

Cette enquête montre en effet l'image positive qu'on les Français de ces territoires qui disposent de nombreux atouts comme la proximité avec la nature et les paysages.

Mais ce baromètre met également en avant les difficultés de ces territoires : la disparition des services publics, la désertification médicale ou encore les problèmes d'accessibilité.

Le programme petites villes de demain doit s'attaquer à ces différents enjeux prioritaires pour que les français qui vivent dans ces territoires, comme ceux qui aspirent à s'y installer, puissent le faire.



Alors que la France sort peu à peu d'une crise sanitaire d'ampleur inédite, l'impact de la pandémie sur la répartition de la population sur le territoire national pose question. En effet, nombreux sont les Français vivant dans les grandes métropoles à avoir, au cours de l'année et demie qui s'est écoulée, eu **la volonté de remettre en cause leur mode de vie urbain** (densité importante, faible taille des logements, pollution, éloignement avec la nature...). Pour autant, l'actualité de ces dernières années, au premier rang de laquelle on peut mettre le mouvement des Gilets Jaunes, a aussi mis en lumière les difficultés éprouvées par la population des zones rurales et des petites villes (activité économique déclinante, recul des services publics et des services de santé de proximité, prix des carburants...). Dans ce contexte, il convient de mieux **analyser le regard porté par les Français et les habitants des petites villes sur ces dernières, leurs atouts et leurs handicaps**. Il est aussi nécessaire de se demander dans quelle mesure les petites villes pourraient attirer une partie de la population urbaine actuelle, et le cas échéant quels leviers pourraient être activés afin de concrétiser ces potentielles arrivées.

Pour répondre à ces différentes interrogations, l'Association des Petites Villes de France (APVF), la Banque des Territoires et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) ont demandé à Ipsos de **réaliser une enquête d'opinion auprès de deux publics : le grand public, et les habitants des communes faisant partie du programme « Petites Villes de Demain »**. Pour ce faire, Ipsos a interrogé un échantillon de 1000 personnes, représentatives de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus, et un échantillon de 800 personnes, représentatives de la population des communes participant au programme Petites villes de demain et âgées de 18 ans et plus.

## PETITES VILLES

### DE DEMAIN

Le programme Petites villes de demain vise à améliorer les conditions de vie des habitants des petites communes et des territoires alentour, en accompagnant les collectivités dans des trajectoires dynamiques et respectueuses de l'environnement. Le programme a pour objectif de donner aux élus des villes et leurs intercommunalités de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralités les moyens de concrétiser leurs projets de territoire.



# Les petites villes bénéficient d'une bonne image dans le grand public

grâce à des atouts clairement identifiés

## Une image globalement positive des petites villes, et qui tend même à l'amélioration

L'image des petites villes aux yeux des Français qui vivent dans un autre type de territoire est très satisfaisante : 89% portent un regard positif sur « la vie dans les petites villes », contre seulement 11% qui en ont une opinion négative. Cet enthousiasme est partagé par toutes les catégories de la population, mais les jeunes (93%) sont encore plus positifs que la moyenne. 18% des Français ont même une opinion « très positive » de ce type de ville, un chiffre qui monte à 29% chez les moins de 35 ans et à 20% parmi les habitants des grandes métropoles ou encore chez les personnes détenant un diplôme de niveau bac+3 ou plus.

On constate par ailleurs que la dynamique est plutôt positive, puisque 32% des Français disent que leur opinion de ces petites villes s'est améliorée au cours des dernières années, contre 25% pour qui elle s'est au contraire dégradée (pour 43%, elle ne s'est pas améliorée). L'amélioration est plus marquée chez les professions indépendantes (47%), les moins de 35 ans (43%), les cadres (40%), les habitants des grandes métropoles (38%) et les diplômés de bac+3 et plus (36%).

Pour les petites villes, cette image globalement positive est d'autant plus appréciable qu'elle est encore meilleure que la moyenne nationale chez des publics jeunes et/ou issus des classes moyennes/supérieures de la population. Ces catégories sociales sont de fait particulièrement à même d'apporter un dynamisme supplémentaire aux petites villes, aussi bien au niveau économique que social ou culturel.

## Des petites villes qui bénéficient d'atouts nombreux aux yeux des Français : relations entre habitants, proximité de la nature, sécurité, etc.



Pour les Français qui n'y vivent pas, les petites villes disposent d'atouts nombreux. Le premier, cité par 62% des répondants, concerne « la proximité de la nature, les paysages » - un aspect encore plus présent à l'esprit des Français qui vivent dans des grandes métropoles (65%). Deux autres aspects sont largement mentionnés par les répondants : « la qualité des relations sociales entre les habitants » (46%), « le niveau de sécurité » (39%, et 47% auprès des personnes de 60 ans et plus) ou encore « l'offre de logements » (29%, et jusqu'à 34% chez les CSP+, 35% parmi les habitants de grandes métropoles et 38% chez les 25-34 ans).

A noter par ailleurs que dans une période où les préoccupations écologiques des Français progressent fortement depuis quelques années, les petites villes sont perçues comme le territoire où on peut le mieux « mener un mode de vie ayant le moins d'impact possible sur l'environnement et sur le changement climatique » : 48%, contre 44% pour les zones rurales et 8% seulement pour les grandes villes.

## Des leviers à activer pour améliorer la qualité de vie des habitants

mobilités, dynamisme économique et culturel, services publics...

### Malgré leurs atouts indéniables, les petites villes souffrent aussi de certains manques aux yeux du grand public : activité économique et commerciale, services publics, mobilités...

Interrogés sur les freins qui pourraient empêcher leur éventuelle installation dans une petite ville, les Français citent avant tout « les difficultés pour effectuer des déplacements » (43%). La question de l'offre de services est aussi fréquemment avancée, avec notamment « la faible présence de services de santé » (40%, un chiffre qui monte logiquement jusqu'à 59% chez les 60 ans et plus) et « de services publics » (24%, et 31% chez les seniors) ou encore « l'offre culturelle limitée » (16%). A noter aussi que l'offre commerciale semble en partie faire défaut, puisqu'il s'agit d'un « atout » des petites villes pour seulement 18% des Français, contre 39% pour les villes-centres.

Enfin, « les faibles possibilités en termes d'emploi » suscitent aussi l'appréhension du tiers des répondants (34%, mais jusqu'à 41% chez les actifs et 46% chez les 25-34 ans), la question de « la connexion au numérique » (25%) étant un peu plus secondaire.

### Des handicaps qui ne concernent toutefois pas toutes les petites villes : celles qui sont situées dans une zone touristique ou sont bien connectées à l'extérieur sont perçues comme très dynamiques

L'importance des inquiétudes liées au manque de dynamisme global (économique, commercial, culturel...) des petites villes et à leur faible connexion avec le reste du territoire est toutefois sans doute très variable selon le type de commune envisagé. En effet, les Français se montrent globalement très optimistes envers l'avenir des petites villes qui disposent d'atouts en termes touristiques ou d'infrastructures de mobilité : 69% imaginent un avenir positif aux petites villes qui sont connectées au réseau ferré et 67% à celles qui sont connectées au réseau autoroutier ; par ailleurs, respectivement 73% et 64% regardent positivement le futur des petites villes proches du littoral et de zones de montagne ; enfin, l'avenir des petites villes qui sont situées dans la périphérie d'une métropole est aussi considéré positivement (60%), du fait du dynamisme créé par le centre urbain proche.



# Des petites villes attractives pour une part importante de la population

## une tendance renforcée par le développement des possibilités de télétravail

### Dans une partie non négligeable de la population, une réelle volonté de retour vers les petites villes

Au-delà de leurs atouts bien réels aux yeux des Français, les petites villes ont un véritable potentiel pour attirer à l'avenir une partie non négligeable de la population. Ainsi, parmi les Français qui habitent actuellement dans d'autres types de territoires, les deux tiers (66%) disent qu'ils pourraient dans le futur s'installer dans une petite ville. Ce chiffre ne reflète pas directement une intention et est donc sans doute à relativiser, mais en revanche, près d'un quart des répondants estime qu'une installation dans une petite ville est « probable » - une tentation qui est notamment présente chez les 25-34 ans (34%).

### Le développement du télétravail, un atout nouveau pour l'attractivité des petites villes

Ce potentiel a sans doute en partie été renforcé par les possibilités qui se sont ouvertes durant la crise sanitaire, et notamment le développement du télétravail. Seuls 21% des actifs pensent qu'ils trouveraient « certainement » un emploi dans leur secteur d'activité s'ils s'installaient dans une petite ville, et à peine plus (25%) parmi ceux qui envisagent de s'installer dans une petite ville. Au contraire, 40% estiment qu'ils trouveraient « peut-être » un travail dans ce type de territoire, et 39% « probablement pas ».

Mais par ailleurs, on constate que pour 82% des Français, le développement du télétravail constitue « une opportunité durable de revitalisation des petites villes », en permettant l'arrivée d'actifs travaillant actuellement dans de grandes agglomérations. Plus concrètement, les actifs interrogés sont aussi 42% à répondre que la compatibilité de leur emploi avec le télétravail serait un facteur qui pourrait les inciter à faire le choix d'habiter dans une petite ville. Ce sentiment est davantage partagé par les moins de 35 ans (55%) et par les cadres (55%), alors que, logiquement, les personnes ayant un emploi difficilement compatible avec le télétravail sont moins séduites par cet argument (34% chez les ouvriers). Le développement de pratiques professionnelles alternatives pourrait donc conduire une partie de la population qui n'en avait auparavant pas la possibilité pratique à se tourner vers les petites villes. Ces catégories sociales sont d'autant plus intéressantes qu'elles offrent un profil jeune, actif et relativement aisé très à même de dynamiser le tissu économique, social et culturel des petites villes.



À

PROPOS

### Agence nationale de la cohésion des territoires

Créée au 1er janvier 2020, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) est un nouveau partenaire des collectivités locales qu'elle accompagne dans leurs projets de territoire. Elle anime des pactes territoriaux et des programmes nationaux comme France Services, Action coeur de ville, Petites villes de demain, France Très Haut Débit... L'ANCT développe également une offre de services sur mesure en matière d'ingénierie de projet, avec une approche « cousue main » pour répondre au plus près de leurs besoins spécifiques et locaux. Elle s'appuie sur un maillage territorial fin grâce aux préfets de département, délégués territoriaux de l'ANCT, et leurs services.

### Association des Petites Villes de France

L'Association des Petites Villes de France, présidée par Christophe Bouillon, fédère les villes de 2 500 à 25 000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire, le développement économique ou encore la revitalisation. Après avoir obtenu un plan de soutien en faveur des petites centralités, l'APVF est aujourd'hui partenaire national du programme petites villes de demain qui accompagne les territoires dans leur redynamisation.

### Banque des territoires

La Banque des Territoires est une direction de la Caisse des Dépôts, créée en 2018, qui regroupe des directions du siège\* de l'établissement public Caisse des Dépôts, ses directions régionales (36 implantations) et 2 filiales du Groupe (Caisse des Dépôts Habitat et SCET).

- Quelle est sa mission ? Accompagner les politiques publiques (nationales et locales), contribuer au développement des territoires pour qu'ils soient + attractifs, + durables, + inclusifs, + connectés.
- Comment ? Elle apporte son concours en ingénierie ou en financement aux porteurs de projets dans les territoires. Dans ce cadre, elle finance ou cofinance des études et des missions d'accompagnement ; elle accorde des prêts ou prend des participations dans des sociétés de projet.
- Avec quelles ressources ? Elle mobilise ses fonds propres pour financer l'ingénierie et ses prises de participations. Elle utilise les ressources du Fonds d'Épargne qui lui sont confiées (Livret A, en particulier) pour financer des projets en prêt.
- Pour qui ? Les collectivités locales, les entreprises publiques locales (EPL), les bailleurs sociaux, mais également les acteurs économiques.

\*direction du Réseau, direction des Prêts, direction de l'Investissement, notamment.



**Petites villes**  
de demain



AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES

